LE MENSUEL AlphaFixe Capital



31 octobre 2026

ÉVOLUTION DU MARCHÉ OBLIGATAIRE

La Banque du Canada a finalement décidé de se joindre au mouvement de resserrement monétaire. Conformément aux attentes des investisseurs, elle a annoncé en octobre une majoration de 0,25 point de pourcentage de son taux directeur, qui passe ainsi à 2,5 %. Il s'agit de la première hausse de taux depuis juillet 2023. Pour justifier ce changement de politique monétaire, la Banque a mentionné ses inquiétudes quant à la répercussion sur les consommateurs des pressions à la hausse sur les prix de l'énergie, des intrants industriels et des composantes électroniques importées. Pour le moment, les entreprises ont absorbé ces coûts, mais l'Enquête sur les perspectives des entreprises laisse présager qu'elles en transmettront une plus grande part à leur clientèle au cours de la prochaine année. Les attentes d'inflation des ménages ont également augmenté récemment en réaction à la hausse des prix à la pompe. Par conséquent, la Banque du Canada a relevé ses prévisions d'inflation pour 2027 à 3 %, soit 1 % de plus que dans ses projections de juillet dernier.

La Banque se montre également plus optimiste à l'égard de la croissance économique, notamment en raison des dépenses publiques consacrées aux projets d'infrastructure, de la déduction accélérée des investissements et des possibilités d'expansion du secteur énergétique, favorisées par les prix élevés du pétrole. Ainsi, son évaluation des risques penche désormais davantage du côté de l'inflation que de celui d'un ralentissement de la croissance.

Avec cette hausse, la Banque souhaite limiter la transmission des coûts de production aux consommateurs. Cependant, l'inflation actuelle ne découle pas d'une demande excessive dans l'économie, mais plutôt d'un choc d'offre énergétique qui échappe au contrôle des autorités monétaires. Cette hausse de taux ne fera pas baisser les prix du carburant, qui fluctuent au gré de l'évolution du conflit en Iran. Le prix élevé de l'essence agit davantage comme une taxe à la consommation, réduisant la part du budget des ménages consacrée aux dépenses discrétionnaires. L'économie canadienne et le marché du travail ne sont pas suffisamment robustes pour permettre aux travailleurs d'obtenir des hausses salariales leur permettant de préserver leur pouvoir d'achat, ni aux entreprises de relever leurs prix à la consommation. Marquée par l'épisode inflationniste de 2022-2023, la Banque a décidé d'intervenir prématurément, au risque de ralentir davantage l'économie.

Aux États-Unis, la conjoncture est favorable. Les investissements des entreprises dans le développement de l'intelligence artificielle demeurent robustes et le taux de chômage se situe près de son niveau correspondant au plein emploi. Ces facteurs contribuent à alimenter des pressions inflationnistes qui demeurent élevées et persistantes. Tous les ingrédients étaient donc réunis pour justifier une hausse du taux directeur en octobre, mais la Fed n'a pas voulu prendre une décision à saveur politique à quelques jours des élections de mi-mandat. Elle a préféré recueillir davantage de données afin de prendre la meilleure décision possible pour ramener l'inflation à sa cible de 2 %. À moins d'un changement important de la conjoncture économique, un nouveau resserrement monétaire est donc à prévoir le 9 décembre.

PERFORMANCE INDICE FTSE CANADA

Secteurs	Poids	oct-26	2026
UNIVERS	**100%**	**1,48 %**	**0,69 %**
Court terme	43,7%	0,70 %	1,23 %
Moyen terme	30,4%	1,55 %	0,81 %
Long terme	25,9%	2,78 %	-0,43 %
Fédéral	44,2%	1,39 %	0,56 %
Provincial	29,4%	1,98 %	0,53 %
Sociétés	24,7%	1,04 %	1,08 %
ORR	-	1,49 %	4,49 %

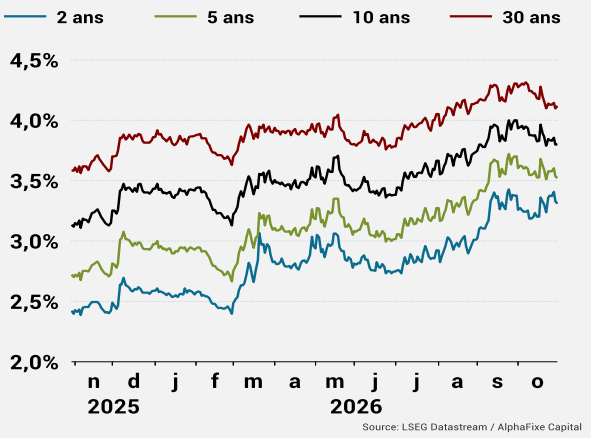
Source : FTSE Canada

TAUX DE RENDEMENT OBLIGATAIRE

Canada	31 oct.	Variation mois	Variation 2026
Taux directeur	2,50 %	0,25 %	0,25 %
3 mois	2,56 %	0,16 %	0,36 %
2 ans	3,31 %	-0,07 %	0,72 %
5 ans	3,52 %	-0,18 %	0,55 %
10 ans	3,80 %	-0,20 %	0,36 %
30 ans	4,12 %	-0,19 %	0,26 %
ORR 30 ans	1,88 %	-0,10 %	0,00 %
États-Unis	**31 oct.**	**Variation mois**	**Variation 2026**
Taux directeur	4,00 %	0,00 %	0,25 %
3 mois	4,08 %	-0,04 %	0,44 %
2 ans	4,57 %	-0,30 %	1,10 %
5 ans	4,70 %	-0,38 %	0,98 %
10 ans	4,91 %	-0,38 %	0,75 %
30 ans	5,29 %	-0,34 %	0,45 %

Source : Datastream

ÉVOLUTION DES TAUX AU CANADA





ÉCARTS DE RENDEMENT DES OBLIGATIONS DE CRÉDIT

					Variations					
	Note	Écart			5 ans		10 ans		30 ans	
Émetteurs	DBRS	5 ans	10 ans	30 ans	Mois	2026	Mois	2026	Mois	2026
Banque Royale, Bail-in	AA	80	105	130	5	15	5	15	5	15
Banque Royale, dette sub, FPUNV	A	115	150	180	10	15	10	20	10	20
Sun Life, dette sub	A	100	130	160	5	10	5	10	5	10
Hydro One	A high	60	85	110	5	5	5	5	0	10
Enbridge Inc.	A low	85	120	155	5	5	10	5	5	15
Altalink LP	A	60	85	110	5	5	5	5	0	10
GTAA	A high	40	65	85	5	-10	5	-10	0	-10
Bell Canada	BBB	100	135	170	15	15	15	15	10	25
Rogers Communications	BBBL	100	135	170	15	10	15	10	10	20
Loblaw	A low	80	110	140	10	15	10	10	10	15
Canadian Tire	BBB	90	125	160	10	5	10	5	10	10
Province Québec	AA low	22	48	82	1	3	0	-4	-1	2
Province Ontario	AA	16	43	75	1	-1	2	-3	2	2
SCHL	AAA	13	23	-	2	4	1	1		

ÉVOLUTION DU MARCHÉ DU CRÉDIT

- La valeur des nouvelles émissions d'obligations de sociétés sur le marché canadien a atteint 16,6 milliards $ en octobre, en baisse de 600 millions $ par rapport au mois précédent, mais en hausse de 6 milliards $ comparativement à la même période l'an dernier. Depuis le début de l'année, le volume total des financements obligataires s'élève à 174,6 milliards $, soit une augmentation de 43 % par rapport aux dix premiers mois de 2025. La vague d'émissions Maple s'est poursuivie en octobre, alors que le géant américain du commerce de détail Walmart a procédé à un financement de 5 milliards $ réparti sur quatre échéances : 4, 7, 12 et 30 ans. Ces nouvelles obligations portent à 27 % la proportion des émissions Maple dans l'ensemble des nouvelles émissions réalisées sur le marché obligataire canadien en 2026.

- En octobre, SpaceX a convenu d'acquérir de Grain Management, des fréquences de 800 MHz qui offre une plus grande portée et pénètrent mieux les bâtiments. L'objectif de la compagnie de Musk est de combiner sa constellation Starlink à un réseau cellulaire terrestre pour concurrencer directement les grands opérateurs. Au Canada, SpaceX prévoit pour le moment collaborer avec les opérateurs de téléphonie mobile au lieu de les concurrencer directement. Cette annonce a pesé sur les écarts de crédit du secteur des télécommunications autant aux États-Unis qu'au Canada. Les écarts de rendement des trois grands opérateurs canadiens ayant élargi de 10 à 15 p.c. selon l'échéance.

  Pour le moment au Canada, la menace de concurrence directe de SpaceX paraît moins imminente en raison de la rareté du spectre disponible, des règles strictes sur la propriété étrangère et de l'étendue du territoire dont la densité de population est concentrée dans quelques centres urbains. Toutefois, ce nouveau joueur, reconnu pour ses multiples avancés technologiques, pourrait quand même perturber ce secteur bien établi au pays.

- Le ministre des Finances de l'Ontario a présenté une mise à jour du budget 2026-2027, qui porte le déficit à 16,9 milliards $ (1,3 % du PIB), soit une hausse de 3,1 milliards $ par rapport au budget du printemps. Une croissance nominale plus vigoureuse a permis d'accroître les revenus de 2 milliards $, mais les dépenses ont également augmenté d'un montant équivalent. Le principal facteur expliquant la détérioration du solde budgétaire est donc l'ajout de 3,8 milliards $ au fonds de prévoyance, afin de se doter d'une marge de manœuvre supplémentaire pour faire face aux risques liés aux tarifs douaniers américains. La guerre commerciale et la superdéduction fédérale devraient également peser sur les finances publiques l'an prochain. Ainsi, le déficit prévu pour l'exercice 2027-2028 a été revu à la hausse, passant de 6,1 à 12,7 milliards $.

  Pour parvenir à l'équilibre budgétaire prévu à l'exercice financier 2029-2030, les revenus devront croître de 3,5 % par année au cours des trois prochaines années. Cet objectif semble optimiste, compte tenu des risques qui pèsent actuellement sur la province. L'Ontario a également présenté un scénario pessimiste qui prévoit un retrait des États-Unis de l'ACEUM et rehausse considérablement les déficits prévus. Or, à la lumière des résultats des élections de mi-mandat, cette éventualité semble désormais écartée.